

International Conference on Inclusive Insurance Digital Edition : Jour 1

La toute première ICII numérique a débuté par la **publication de l'état des lieux de la micro-assurance en 2020**, dressant ainsi le décor de ces cinq jours de débats et de réflexions. Dans son discours de bienvenue adressé aux quelque 2 000 participants inscrits, **Dirk Reinhard, Vice-président de la fondation Munich Re**, a souligné que la conférence se tenait dans un contexte particulièrement difficile tant au niveau personnel pour des millions de personnes, que pour l'ensemble du secteur de l'assurance.

Une fois la pandémie passée, nous allons devoir faire face au défi encore plus important du réchauffement climatique. L'assurance peut et doit aider les populations vulnérables à gérer les risques climatiques, les informer sur les avantages et les limites des assurances et favoriser un environnement réglementaire afin de créer des canaux de distribution plus efficaces. La collecte et le partage de données fiables sont également essentiels.

Le conférencier principal **Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**, a également mis en lumière le double défi que représentent la Covid-19 et le réchauffement climatique. Selon lui, le développement humain mondial devrait régresser cette année pour la première fois depuis de nombreuses années. Cependant, l'assurance inclusive peut jouer un rôle essentiel pour rétablir les objectifs de développement durable en protégeant des vies, en réduisant la pauvreté, en améliorant l'inclusion financière et en donnant du pouvoir aux femmes.

Le discours d'Achim Steiner est disponible dans son intégralité sur le [site Web de la conférence](#).

Katharine Pulvermacher, Directrice exécutive de Microassurance Network, a présenté l'état des lieux de la micro-assurance 2020, qui offre un aperçu très attendu sur les marchés en développement. Elle a exposé des résultats qui laissent à réfléchir : seule une personne sur quatre possède une assurance, et sur les 5,4 milliards de consommateurs des pays émergents dans le monde, 500 millions seulement ont une assurance qui les protège contre les risques de catastrophe et les accidents du quotidien.

L'auteure du rapport, Alice Merry, a défini quatre tendances émergentes : l'augmentation continue des produits de santé low-cost ; le changement de perspectives en matière de risques climatiques ; l'association de la numérisation et de l'intervention humaine ; et les préoccupations relatives à la valeur clients, soulignées par des taux de demandes d'indemnisation vraiment bas pour les produits d'assurance personnelle bon marché. Un tiers des produits, toutes régions confondues, ont des taux de demandes d'indemnisation inférieurs à dix pour cent, dont la moitié en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le rapport complet peut être [téléchargé ici](#).

Les panélistes **Garance Wattez-Richard, Directrice d'AXA Emerging Customers** et **Craig Churchill, Chef du Programme Finance Solidaire de l'OIT et Responsable de son Programme Impact Insurance**, ont tous deux commenté l'importance de l'état des lieux et la nécessité de disposer de données solides.

Mme Wattez-Richard a expliqué qu'elle avait été agréablement surprise par la façon dont les « éléments de base essentiels » déjà en place avaient aidé les pays à faire face à la Covid - par exemple, en Inde, où 200 millions de femmes ont touché des subventions d'urgence via les canaux existants. « Le monde s'est vu propulser très rapidement dans l'univers des assurances maladie et assurances vie. Comment retourner la situation en quelque chose de positif ? », interroge-t-elle.

« Le réchauffement climatique et la Covid ont prouvé notre vulnérabilité à tous, et les assureurs doivent être en mesure d'apporter une réponse à ces situations, a expliqué Craig Churchill. D'autre part, il reste de grands défis à relever et les données relatives aux demandes d'indemnisation sont troublantes. La situation n'est vraiment pas bonne. »

La seconde session, animée par **Craig Thorburn, Spécialiste du secteur financier à la Banque mondiale**, a permis de développer le sujet des **réponses apportées par l'assurance inclusive à la pandémie de Covid**. Un sondage en ligne, mené en début de séance, a montré que la plupart des participants (40 %) pensaient que le principal défi posé par la pandémie était la distribution et la fourniture des prestations, suivies par une couverture inefficace des clients (32 %). Selon **Shilpi Shastri, Conseillère stratégique chez Women's World Banking**, la pandémie a révélé les failles du système. La plupart des femmes travaillent dans le secteur informel, n'ont aucune protection sociale et ont été plus durement touchées par le virus. Les hommes sont plus enclins à en décéder, mais les femmes qui leur survivent risquent de sombrer dans la pauvreté.

Rehan Butt, Directeur commercial chez MicroEnsure au Pakistan, a identifié l'accès aux prestations et la distribution comme les principaux défis. Institutions de microfinance (IMF) et centres d'appel ont fermé, compliquant le service et la distribution. La demande en assurance maladie a beaucoup augmenté mais la plupart des gens ne peuvent se la payer. Les gens veulent être assurés mais n'en ont pas les moyens.

La situation était analogue aux Caraïbes, selon **Jordon Tait, Directeur général assistant chez GK General Insurance** en Jamaïque, où de nombreuses personnes ont perdu leur source habituelle de revenus. M. Tait a également identifié la distribution comme un enjeu majeur, de même que les obstacles réglementaires. Avec plus de 30 législateurs dans cette région, il est difficile de parvenir à un consensus sur les réformes pour faire avancer le programme de l'inclusion.

Gilles Renouil, Directeur international des produits d'assurance chez Women's World Banking, a évoqué des « obstacles en modèle de fromage suisse » qui posent problème aux femmes à tous les niveaux. Elles peuvent avoir peur de se rendre à l'hôpital et, même si elles y vont, il leur est difficile de remplir les demandes d'indemnisation et de faire en sorte qu'elles soient traitées. Cela prouve la nécessité d'une inclusion numérique pour permettre aux femmes d'accéder aux services en ligne et via les réseaux mobiles.

Du point de vue des législateurs, **Syed Nayyar Hussain, Directeur de la Securities and Exchange Commission au Pakistan**, a fait observer que les législateurs avaient eu fort à faire avec la pandémie, qui avait entraîné de nouvelles façons de travailler et des demandes de l'industrie pour alléger les réglementations. D'un autre côté, la pandémie a permis d'accélérer les processus d'approbation et de développer davantage de produits de santé.

Craig Thorburn a souligné que la pandémie avait mis en avant le débat sur l'interruption d'activité, et le sondage en ligne mené en fin de session a révélé que plus de deux tiers des participants étaient optimistes quant à la possibilité de couvrir les épidémies et pandémies à venir, d'une façon ou d'une autre, un cinquième pensant que les assureurs ouvriraient la voie et 20 % qu'il incomberait aux gouvernements d'aider à prendre en charge le risque.

La troisième session, animée par le groupe de travail sur la micro-assurance de l'Association actuarielle internationale, s'est intéressée à la **tarification de l'assurance inclusive en pleine pandémie**. Les participants se sont vu rappeler les processus de base de la tarification de l'assurance : étude du marché, collecte des données, élaboration d'hypothèses sur les demandes d'indemnisation attendues, valeur et répartition des demandes d'indemnisation, ajout d'une marge pour couvrir les frais généraux et bénéfiques, et enfin calcul de la prime. Le même processus s'applique à l'assurance Covid, bien que de nouvelles études de Swiss Re et de Women's World Banking montrent le besoin accru d'une surveillance du marché et la nécessité de se préparer à ajuster les primes à l'avenir, étant donné la forte incidence des problèmes de santé mentale causés par le stress lié à la situation financière et sanitaire.

Le consultant actuariel indépendant Jeff Blacker a souligné la difficulté de trouver des données pertinentes sur l'assurance inclusive, mais aussi proposé des solutions, avec notamment des concepts de tarification de base, des sources de données alternatives, des groupes de réflexion et enquêtes ciblées, ainsi que des modèles de variables stochastiques ou aléatoires. Différents types

de produits tels que les assurances non-vie, maladie ou vie peuvent intégrer des données différentes, mais le processus reste le même. Les données incomplètes ou manquantes ne doivent pas faire obstacle à une tarification précise.

Denis Garand, de Denis Garand and Associates, a identifié le problème d'un risque de perte extrême : une pandémie est un événement très rare, qui se produit peut-être une fois par siècle, et il est plus difficile d'avoir une réassurance par rapport à une catastrophe naturelle, par exemple. Ce point doit donc être pris en compte dans la tarification pour que les demandes d'indemnisation puissent être payées sur les actifs.

En tant que facilitateur, **Nigel Bowman, co-fondateur d'Inclusivity Solutions** a relevé qu'il fallait surveiller les données en fonction de l'expérience, puis poser les questions, sans oublier d'être prêts à s'adapter rapidement.